



COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE GOUDELIN DU LUNDI 22 MAI 2017

Le Conseil municipal s'est réuni en séance ordinaire à la Mairie, le lundi 22 mai 2017 à 19 heures sous la présidence de M Didier MORIN, Maire.

Convoqués :

CORBEL Michel – CORLAY Gérald – DEROUIN Robert – GAUVAIN Michaël – GUEGAN Yannick – ILLIEN Anne-Yvette – JEZEQUEL Fabien – KERRIEN Yvonnick – LAROSE Arnaud – LE BONHOMME Marie-Catherine – LE GARFF-TRUHAUD Francette – LE GRAND Marina – MARTIN Marie-Christine – MILON Martine – MORIN Didier – QUERRE Yann – QUINTIN Jérémie – ROPERS Isabelle – TROADEC Helen

Absents excusés : CORBEL Michel (pouvoir à DEROUIN Robert), CORLAY Gérald (pouvoir à QUERRE Yann), JEZEQUEL Fabien (pouvoir à LE GARFF TRUHAUD Francette), QUINTIN Jérémie (pouvoir à MORIN Didier), TROADEC Helen (pouvoir à ROPERS Isabelle)

Absents non excusés : GAUVAIN Mickaël, LAROSE Arnaud

Secrétaire : Robert DEROUIN

Le quorum atteint, le Maire ouvre la séance dont l'ordre du jour est le suivant :

1. Décisions modificatives
2. Labellisation des chemins de randonnée
3. Aménagement de la rue de Kerallec – phase projet
4. Mobilier et matériel informatique - mairie
5. Entretien du réseau routier – point à temps
6. Tarification de prêt de la salle des fêtes – forfait ménage
7. Subventions communales
8. Jury d'assises
9. Pouvoirs de police spéciale
10. Excédents du budget assainissement
11. Groupement de commandes pour la vérification des équipements sportifs
12. Informations diverses

Monsieur le Maire demande si des remarques sont à formuler quant au compte-rendu du précédent conseil municipal, concernant la séance du 24 avril. Anne-Yvette ILLIEN fait état d'une erreur sur la retranscription de l'échange avec le groupe patrimoine : il ne s'agit pas de Bernard ILLIEN qui est intervenu concernant les chemins de randonnée dans ce point, mais de Bernard DERRIEN. Aucune autre remarque n'est formulée.

1/ Décisions modificatives

Monsieur le Maire explique qu'une erreur a été commise lors de l'établissement du budget prévisionnel de la commune : le déficit d'investissement qui a été reporté n'était pas le bon. Seul le déficit d'investissement de l'année 2016 a été reporté, alors qu'il aurait fallu reporter le déficit d'investissement cumulé (intégrant le résultat des années précédentes). Il y a donc un écart de 353 035,03 € en déficit d'investissement qu'il convient de combler. Il explique être le premier responsable de cet oubli, puisqu'elle vient à l'origine des documents de travail sur lesquels la commission finances a œuvré en début d'année. Il présente monsieur André GUYOT, Trésorier de Guingamp, qui est venu assister au Conseil sur cette question afin d'échanger avec l'assemblée. André GUYOT indique qu'il est aussi responsable de cette erreur, puisque les budgets de la commune lui ont été présentés avant leur vote en conseil municipal, afin qu'il les contrôle et vérifie qu'ils ne contenaient pas d'erreurs. Il indique qu'il ne l'a pas relevé non-plus à ce moment là. Avant d'entrer dans les solutions qui ont été imaginées par la commission finances pour répondre à ce problème, Monsieur le Maire demande si l'assemblée a des questions.

Yvonnick KERRIEN prend la parole et demande comment il se fait que personne n'ait vu cela avant le mois de mai. André GUYOT explique qu'il s'agit d'une erreur humaine, partagée par l'ensemble des interlocuteurs sur ce

dossier. Il n'y a aucune erreur de calcul, simplement une erreur de report d'un chiffre. Il explique que celle-ci a été détectée lorsque le budget a été rentré dans l'application informatique de la trésorerie, HELIOS. Yvonnick KERRIEN indique que celle-ci n'est pas sans conséquences, puisque il s'agit de plus de 350 000 €. André GUYOT ne peut qu'être d'accord, mais indique que l'erreur n'est pas liée au montant de la somme : il n'y aurait eu qu'un euro d'écart, cela aurait la même problématique. Monsieur le Maire rebondit en expliquant qu'il ne s'agit pas de 350 000 € de pertes, mais de 350 000 € de déficit non repris. Le problème est budgétaire, et sera compensé par des recettes supplémentaires et un report d'une partie des dépenses d'investissement.

Monsieur le Maire propose ainsi de combler ces 353 035,03 € de déficit budgétaire de la manière suivante :

- baisse des dépenses d'investissement de 134 298,01 € :
 - 100 000 € pour l'opération 126 « rue de Kerallec ». Celle-ci, d'un coût d'environ 500 000 €, avait été pensée pour qu'il soit partagé à parts égales entre 2017 et 2018. Cette baisse engendrerait donc un budget en 2018 sur cette opération de 350 000 €.
 - 15 000 € en remboursement du capital : le montant initial avait été posé avec l'ajout du prêt initialement signé avec la Caisse d'Épargne fin 2016, et dont les remboursements en capital devaient démarrer dès 2017. Hors ce prêt a finalement été annulé au bénéfice de celui à taux zéro de la Caisse des Dépôts, dont le remboursement en capital ne commencera qu'en 2018.
 - 15 000 € sur l'opération 129 « groupement scolaire » dont les frais d'étude ne seront que peu utilisés cette année
 - 4 298,01 € sur les dépenses imprévues
- Hausse des recettes d'investissement de 219 528,52 € :
 - + 111 500 € en subvention DETR pour l'opération 126 « rue de Kerallec ». Initialement budgétée à 25 000 €, l'arrêté de subvention de la sous-préfecture relatif à cette opération a été reçu le 03 mai 2017 pour un montant de 136 500 €.
 - + 23 000 € en subvention pour l'opération 124 « rénovation mairie » :
 - + 3 000 € en subvention de La Poste pour l'aménagement de la mairie permettant l'accueil de l'agence postale communale.
 - + 20 000 € en subvention du FIPHFP (Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique). Initialement budgétée à 10 000 €, l'étude de ce dossier a été faite en commission au ministère de la fonction publique le lundi 15 mai 2017, et une subvention de 30 000 € a été attribuée.
 - + 28,52 € : régularisation pour les écritures d'ordres
 - + 85 000 € en virement de la section de fonctionnement via :
 - Une hausse des recettes de fonctionnement de 42 500 € :
 - + 26 000 € de dotations de l'état suite aux notifications officielles reçues courant avril.
 - + 11 500 € de recettes d'impôts, montant ajusté suite à la réception des bases prévisionnelles 2017 (non-connues lors du vote du budget)
 - + 5 000 € de remboursement des assurances pour les absences du personnel
 - Une baisse des dépenses de fonctionnement de 42 500 € :
 - - 40 000 € de reprise sur les dépenses imprévues
 - - 2 500 € sur les intérêts des emprunts pour la même raison que la baisse de remboursement du capital en section d'investissement.

Il est donc proposé de procéder aux décisions modificatives suivantes :

COMMUNE – DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
<i>Chapitre</i>	<i>Intitulé</i>	<i>BP 2017</i>	<i>DM n°1</i>	<i>TOTAL</i>
011	Charges à caractère général	381 100.00 €		381 100.00 €
012	Charges de personnel	531 300.00 €		531 300.00 €
014	Atténuation des produits	1 000.00 €		1 000.00 €
022	Dépenses imprévues	44 571.66 €	-40 000.00 €	4 571.66 €
023	Virement à la section d'investissement	430 000.00 €		430 000.00 €
042	Opérations d'ordre entre sections	19 500.00 €		19 500.00 €
65	Autres charges de gestion courante	162 000.00 €		162 000.00 €
66	Charges financières	24 000.00 €	-2 500.00 €	21 500.00 €
67	Charges exceptionnelles	1 000.00 €		1 000.00 €
TOTAL GÉNÉRAL		1 594 471.66 €	-42 500.00 €	1 551 971.66 €

COMMUNE – RECETTES DE FONCTIONNEMENT				
<i>Chapitre</i>	<i>Intitulé</i>	<i>BP 2017</i>	<i>DM n° 1</i>	<i>TOTAL</i>
002	Résultat de fonctionnement reporté	137 721.66 €		137 721.66 €
013	Atténuation des charges	26 500.00 €	5 000.00 €	31 500.00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	10 000.00 €		10 000.00 €
70	Produits des services	104 800.00 €		104 800.00 €
73	Impôts et taxes	599 500.00 €	7 000.00 €	606 500.00 €
74	Dotations et participations	583 900.00 €	30 500.00 €	614 400.00 €
75	Autres produits de gestion courante	52 050.00 €		52 050.00 €
76	Produits financiers	0.00 €		0.00 €
77	Produits exceptionnels	80 000.00 €		80 000.00 €
TOTAL GÉNÉRAL		1 594 471.66 €	42 500.00 €	1 636 971.66 €

COMMUNE – DEPENSES D'INVESTISSEMENTS				
<i>Chapitre</i>	<i>Intitulé</i>	<i>BP 2017</i>	<i>DM n° 1</i>	<i>TOTAL</i>
001	Déficit d'investissement reporté	4 208.52 €	353 826.53 €	358 035.05 €
020	Dépenses imprévues	14 871.31 €	-4 298.01 €	10 573.30 €
16	Emprunts et dettes assimilées	109 300.00 €	-15 000.00 €	94 300.00 €
20	Immobilisations incorporelles	85 654.00 €		85 654.00 €
21	Immobilisations corporelles	132 000.00 €		132 000.00 €
23	Immobilisations en cours	10 000.00 €		10 000.00 €
<i>Opération</i>	<i>Intitulé</i>	<i>BP 2017</i>	<i>DM n° 1</i>	<i>TOTAL</i>
101	Acquisitions matériels	5 500.00 €		5 500.00 €
102	Batiments divers	43 864.44 €		43 864.44 €
106	Voirie diverse	119 687.78 €		119 687.78 €
122	Aménagement terrain de bicross	1 237.80 €		1 237.80 €
123	Travaux déploiement FTTH	45 000.00 €		45 000.00 €
124	Rénovation mairie	474 268.57 €		474 268.57 €
126	Amenagement rue de Kerallec	249 592.92 €	-100 000.00 €	149 592.92 €
127	Parking médiathèque - Carrefour Tressignaux	104 160.00 €		104 160.00 €
128	Rumoal	45 000.00 €		45 000.00 €
129	Groupement scolaire	30 000.00 €	-15 000.00 €	15 000.00 €
TOTAL GÉNÉRAL		1 474 345.34 €	219 528.52 €	1 693 873.86 €

COMMUNE – RECETTES D'INVESTISSEMENTS				
<i>Chapitre</i>	<i>Intitulé</i>	<i>BP 2017</i>	<i>DM n° 1</i>	<i>TOTAL</i>
021	Virement de la section de fonctionnement	430 000.00 €	85 000.00 €	515 000.00 €
040	Opérations d'ordre et transfert entre sections	19 471.48 €	28.52 €	19 500.00 €
10	Dotations, fonds divers et réserves	277 582.26 €		277 582.26 €
16	Emprunt et dettes assimilées	401 500.00 €		401 500.00 €
21	Immobilisations corporelles	5 421.60 €		5 421.60 €
<i>Opération</i>	<i>Intitulé</i>	<i>BP 2017</i>	<i>DM n° 1</i>	<i>TOTAL</i>
102	Batiments divers	36 000.00 €		36 000.00 €
122	Aménagement terrain de bicross	12 000.00 €		12 000.00 €
124	Rénovation mairie	250 370.00 €	23 000.00 €	273 370.00 €
126	Rue de Kerallec	35 000.00 €	111 500.00 €	146 500.00 €
127	Parking médiathèque - Carrefour Tressignaux	7 000.00 €		7 000.00 €
TOTAL GÉNÉRAL		1 474 345.34 €	219 528.52 €	1 693 873.86 €

Le Conseil, après en avoir délibéré, à 1 abstention et 16 voix pour, approuve les décisions modificatives proposées.

Monsieur le Maire explique que Patrice DRILLET, agriculteur de la commune, est présent dans l'assemblée et souhaite faire une présentation d'un projet agricole innovant qu'il est en train de mener. Il explique que ce point devait normalement être présenté au conseil de juin, mais que M DRILLET n'a pas eu le message en ce sens, étant à l'étranger. Il propose de ne pas le renvoyer chez lui, et d'interrompre l'ordre du jour pour écouter sa présentation. Aucun conseiller n'émet d'objections.

Patrice DRILLET prend la parole et explique qu'il rachète la porcherie de Paul BECOUARN, qu'il a en location depuis une dizaine d'années. Il projette d'y réaliser un nouveau bâtiment, innovant car anticipant sur des normes sanitaires et de bien être animal, et dont les rejets seront utilisés en combustibles dans des méthaniseurs. Il explique que l'idée principale est de construire un bâtiment qui va répondre aux demandes futures des consommateurs, de l'amortir dès maintenant afin de permettre à l'avenir à un futur jeune agriculteur de s'installer facilement lors de la reprise de l'exploitation. Après cette exposition, il indique se tenir à la disposition des élus pour ceux qui souhaitent approfondir le sujet et organiser une visite de site afin de comprendre les changements. Marina LE GRAND demande quand sera opérationnel ce bâtiment. Patrice DRILLET répond que si tout se passe bien, la construction démarrera en septembre, et que le bâtiment sera opérationnel en janvier/février. Monsieur le Maire indique qu'il proposera d'organiser une visite avec les élus intéressés.

2/ Labellisation des chemins de randonnée

Yann QUERRE explique qu'il existe actuellement deux sentiers de randonnée sur Goudelin, identifiés auprès de l'office de tourisme du territoire. Il souhaiterait que ceux-ci soient labellisés, permettant alors une reconnaissance officielle de ces parcours. Il propose que le Conseil se prononce sur cela.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise le Maire à engager les démarches de labellisation des deux chemins de randonnée passant sur la commune.

3/ Aménagement de la rue de Kerallec – phase projet

Francette LE GARFFTRUHAUD présente le projet d'aménagement de la rue de Kerallec, suite à sa validation par la commission travaux le mercredi 10 mai 2017 et à sa présentation en réunion d'information au public le vendredi 12 mai 2017. Elle en reprend les grandes lignes et indique que le dossier d'aménagement complet est disponible en mairie pour consultation. Elle indique que les premiers travaux démarreront en octobre sur ce chantier.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, adopte le projet de la rue de Kerallec et autorise le Maire à lancer la procédure d'appel d'offres pour les marchés de travaux.

4/ Mobilier et matériel informatique - mairie

Monsieur le Maire explique qu'il faut réaliser plusieurs choix pour la rénovation de la future mairie, quant à son mobilier, le matériel informatique, ou encore celui de reprographie. Pour le mobilier, un travail de diagnostic des besoins a été réalisé et celui-ci a permis d'aboutir au cahier des charges suivant :

- bureau du maire : un grand bureau de travail avec un plateau en verre et 1 siège, une demi-armoire de rangement (hauteur 1,2 à 1,4 m), 2 sièges visiteurs assortis
- bureau des adjoints : 1 bureau de travail et 1 siège, 1 table de travail pour 6 personnes avec chaises
- bureau comptabilité : un bureau de travail avec un retour et 1 siège, 2 chaises visiteurs
- bureau direction : un bureau de travail avec un retour et 1 siège, un espace de travail collectif pour 2-3 personnes (qui peut être en bout de table), 2 chaises visiteurs, 1 armoire de rangement
- salle de réunion : une table de travail pour 12 personnes avec chaises
- 6 chaises visiteurs dans les espaces d'attente (haut et bas)
- bureau accueil : un bureau de travail avec retour et 1 siège, 2 chaises visiteurs
- espace accueil : 2 sièges de travail (Poste et accueil Mairie)

La salle du conseil et le mobilier de l'espace accueil ne sont pas concernés par la consultation.

Monsieur le Maire présente les devis reçus des entreprises Atlantic Buro et BRS Bureautique pour cette

consultation.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, retient le devis de l'entreprise BRS Bureautique pour un montant de 9 913,70 € HT.

Monsieur le Maire explique que concernant le matériel informatique, il propose d'acquérir quelques matériels supplémentaires pour équiper les nouveaux locaux :

- un ordinateur portable à destination du bureau des adjoints
- un écran supplémentaire pour la comptabilité.
- 3 bras articulés pour le support des écrans (direction, comptabilité, accueil)
- 1 vidéoprojecteur fixe pour la salle du conseil
- 1 vidéoprojecteur mobile pour la salle de réunion et autres événements

Monsieur le Maire présente les devis reçus des entreprises MS Informatique et BIOS pour cette consultation.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, retient le devis de l'entreprise MS Informatique pour un montant de 2 447,90 € HT.

Enfin Monsieur le Maire indique que la commune a actuellement un contrat pour son matériel de reprographie auprès de l'entreprise Votre Bureau, située dans le Finistère. Le contrat intègre la maintenance des photocopieurs ainsi que la fourniture des toners, et porte sur 2 matériels :

- 1 photocopieur N&B datant de 2009, localisé à l'école publique, et pour lequel le contrat de garantie, qui a déjà été renouvelé 2 fois, expire en novembre 2017.
- 1 photocopieur couleur, datant de 2013, localisé en mairie, et pour lequel le contrat de garantie expire en 2018.

Il propose d'arriver à une solution à 1 photocopieur pour l'école et à 2 pour la mairie, tous en couleur, avec sur l'un des 2 de la mairie des modules complémentaires permettant de réaliser du pliage et de l'agrafage, ainsi que des scans de documents recto-verso en 1 passage. Il est proposé pour y répondre d'acquérir deux nouveaux photocopieurs.

Monsieur le Maire présente les devis reçus des entreprises Votre Bureau et BRS Bureautique pour cette consultation.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, retient le devis de l'entreprise Votre Bureau pour un montant de 6 330 € HT.

5/ Entretien du réseau routier – point à temps

Yann QUERRE explique qu'une demande de devis a été formulée auprès du Conseil Départemental pour réaliser des travaux de point à temps automatique sur la commune. Les services départementaux ont chiffré leur prestation à 9 473,04 € HT. Il propose de retenir ce devis et d'engager les travaux.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à 1 abstention et 16 voix pour, retient le devis du Conseil Départemental pour un montant de 9 473,04 € HT.

6/ Tarification de prêt de la salle des fêtes – forfait ménage

Yann QUERRE rappelle que lors du Conseil d'avril il a été discuté de la tarification de la salle des fêtes et de la gestion du forfait ménage à partir de la caution de prêt qui est demandée lors des réservations. Il explique qu'une mise en place pratique de cette solution a été envisagée, et qu'elle s'avère plus compliquée qu'escomptée, car elle nécessite d'encaisser systématiquement les cautions des locataires. Ainsi, Yann QUERRE propose de revenir au système initial, en le modifiant légèrement. Lors de l'état des lieux sortant du prêt, qui se déroule le lundi matin à 10h, l'agent qui s'en occupe jugerait de l'état de la salle avec le locataire :

- si la salle est rendue en bon état et ne nécessite aucun travail de ménage pour la location suivante : pas de forfait ménage appliqué.
- si la salle est rendue en état correct, mais nécessite quelques reprises (balayage par exemple) : forfait ménage de 20 €
- si la salle est rendue dans un état sale et nécessite un ménage complet : forfait ménage de 100 €

Il propose d'adopter ce système pour compléter la tarification de la salle des fêtes votée lors du dernier Conseil Municipal, et décider de son application à compter du 01 juin 2017.

Un débat s'engage sur le montant des indemnités demandées, qui sont jugées pas assez dissuasives. Francette

LE GARFF TRUHAUD propose de monter les indemnités demandées à 50 € si la salle nécessite quelques reprises (état correct), et à 150 € si elle nécessite un ménage complet (état sale).

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de la mise en place d'une tarification appelée « forfait ménage » en cas d'état des lieux sortant insatisfaisant à la suite d'une location de la salle des fêtes, dit que ce forfait n'est pas appliqué si l'état de la salle est jugé bon, de 50 € si l'état est correct, de 150 € si l'état est sale.

7/ Subventions communales

Yann QUERRE présente les propositions de subventions communales formulées par la commission du 05 mai 2017. La commission finances à qui elles sont été présentées à souhaité que soit discuté certaines d'entre elles en conseil municipal. Après débat, les subventions proposées sont les suivantes :

	Proposition commission affaires sportives & culturelles 2017
ASSOCIATIONS COMMUNALES	
LBBG (la boule bretonne goudelinaise)	350
LOISIRS DETENTE GOUDELIN	650
TENNIS CLUB LANVOLLON GOUDELIN	800
TWIRLING CLUB DE L'ISLE	600
UNION SPORTIVE GOUDELINAISE FOOTBALL	3100
COMITE DES FETES	1000
FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS D'ALGERIE	350
GOUDELIN FETE MEDIEVALE	600
KANERIEN AN ENEZ	250
AFR ASSOCIATION FAMILLES RURALES GOUDELIN	2600
ADMIR DU LEFF	270
CLUB LA JOYE SANS FIN	700
LOISIRS ET BRICOLAGE	325
SOCIETE CHASSE GOUDELIN BRINGOLO	300
ASSOCIATIONS EXTERIEURES	
BULLE D'EAU	30
REVES DE CLOWN	30
CANOE KAYAK CLUB GUINGAMP	105
CLUB D'ESCALADE ARMOR ARGOAT PLOUISY	35
GUINGAMP ROLLER SKATING	70
RUGBY CLUB SAINT BRIEUC	105
C.M.A. 22 (Chambre de Métiers et de l'Artisanat)	200
CFA DES COTES D'ARMOR	45
COMICE AGRICOLE DU CANTON PLOUAGAT	520.5
AAPPMA (Association de pêche et de protection du milieu aquatique) LANVOLLON-PLOUHA	30
EAU & RIVIÈRES de Bretagne	30
MAISON FAMILIALE RURALE LOUDEAC	35
ADOT 22	30
ASSOCIATION LA PIERRE LE BIGAUT MUCOVISCIDOSE	200
LIGUE NATIONALE CONTRE LE CANCER COMITE 22	100

Le Conseil, après en avoir délibéré, à 15 voix pour et 2 contre, décide d'octroyer une subvention de 800 € au Tennis Club de Lanvollon Goudelin.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'octroyer les subventions proposées pour l'ensemble des autres associations.

8/ Jury d'assises

Monsieur le Maire profite du Conseil Municipal pour procéder publiquement au tirage au sort des personnes de la commune qui participeront à la constitution annuelle des jurés d'assises pour 2018, à partir de la liste électorale générale de la commune. Les personnes tirées au sort sont les suivantes :

- électeur n°251 : Marie-Laure DELISLE
- électeur n°665 : Gaëlle LE FIBLEC
- électeur n°753 : Stéphanie LE MAGOARIEC

Monsieur le Maire informe le conseil que ces personnes recevront un courrier prochainement de la mairie pour qu'elles soient informées de leur tirage au sort.

9/ Pouvoirs de police spéciale

Monsieur le Maire explique que le transfert des pouvoirs de police spéciale au Président de l'intercommunalité sont automatiques lorsque la compétence est transférée et lors de chaque élection de Président, ce qui a été le cas le 10 janvier 2017 pour Leff Armor Communauté. Les maires ont 6 mois pour s'opposer à ce transfert s'ils le souhaitent. Pour Leff Armor Communauté, cela concerne les domaines suivants :

- Assainissement
- Aire d'accueil et terrains de passage des gens du voyage
- Habitat indigne

Le pouvoir de police en matière de déchets ménagers est quant à lui transféré au président du SMITOM Launay Lantic, dans le même cadre (possibilité d'une opposition dans les 6 mois). Le Président de Leff Armor Communauté a proposé aux maires de conserver le pouvoir de police en matière d'assainissement, de laisser au président du SMITOM celui concernant les déchets ménagers, et de renoncer à ceux concernant l'habitat indigne et les aires d'accueil des gens du voyage.

Monsieur le Maire souhaite informer le conseil qu'il a accepté cette proposition.

10/ Excédents du budget assainissement

Monsieur le Maire indique que suite au transfert de la compétence « assainissement » au 1^{er} janvier 2017, il convient de transférer les excédents ou déficits des budgets concernés. Ce transfert doit faire l'objet d'une délibération concordante entre la communauté de communes et les communes.

Monsieur le Maire indique que cela concerne les montants suivants pour Goudelin :

- + 117 607,72 € pour la section de fonctionnement
- + 220 377,40 € pour la section d'investissement

Il propose de transférer l'intégralité des excédents au budget assainissement de Leff Armor Communauté.

Yannick GUEGAN rapporte qu'il semble que le transfert des excédents des communes de l'ancien territoire de Leff Communauté qui a été fait en 2016, à la suite du transfert de compétence sur ce territoire au 1^{er} janvier 2016, n'a concerné que 50% des sommes, les autres 50% restant au sein des budgets communaux. Il demande si cela est avéré. Monsieur le Maire indique qu'en effet, c'est de cette manière que ce sont passées les choses sur Leff Communauté. Francette LE GARFF TRUHAUD indique qu'un accord politique a été trouvé pour compenser cela, et que les investissements en assainissement porteront prioritairement en 2017-2018 sur l'ancien territoire de Lanvollon-Plouha. Yvonnick KERRIEN indique en parallèle que le vote communautaire sur cette question a été rapporté comme étant voté à l'unanimité. Il précise que ce n'est pas le cas, s'étant abstenu à cause de cette inégalité.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à 5 abstentions et 12 pour, décide le transfert des résultats issus des comptes administratif et de gestion 2016 du budget assainissement à hauteur de 100% à Leff Armor Communauté.

11/ Groupement de commandes pour la vérification des équipements sportifs

Francette LE GARFF TRUHAUD explique qu'il a été proposé par la communauté de communes d'adhérer à un groupement de commandes pour la vérification des équipements sportifs. Cela concerne pour la commune les équipements de la salle omnisports et du terrain de football, le city stade, les jeux pour enfants en face de la

médiathèque. Le groupement organise la consultation à l'échelle du territoire communautaire intégrant les communes qui souhaitent y participer, mais chaque commune contractualise ensuite individuellement avec le prestataire retenu. Elle propose d'y participer.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise le Maire à participer au groupement de commandes pour la vérification des équipements sportifs organisé par la communauté de communes.

12/ Informations diverses

Monsieur le Maire informe que le prochain conseil municipal aura lieu le 03 juillet 2017.

Marie-Christine MARTIN indique que la fête de la musique aura lieu sur la commune le samedi 24 juin, avec 3 orchestres qui se produiront sur la place de l'église. La manifestation est organisée conjointement entre le restaurant Fift'Isa, le Bar des Sports et la mairie qui y participe financièrement.

Marie-Christine MARTIN indique également qu'un concours des maisons fleuries est organisé cette année. Le passage du jury aura lieu le 07 juillet prochain, les inscriptions sont à faire en mairie.

Anne-Yvette ILLIEN demande quand la salle des fêtes va être mise à disposition des associations. Monsieur le Maire répond qu'elle l'est à partir de la semaine 23, soit le 06 juin 2017. Néanmoins des mises à disposition ponctuels peuvent avoir lieu avant.

Anne-Yvette ILLIEN demande où en est la recherche d'un médecin, et notamment la piste évoqué lors du dernier conseil par le Maire. Monsieur le Maire répond qu'il a eu entre temps la personne intéressée au téléphone, et qu'elle doit le recontacter après réflexion. Il attend son appel.

Marie-Catherine LE BONHOMME relève que des marquages au sol sont à reprendre, certains étant quasiment effacés. Elle relaie également une remarque des habitants sur l'absence de poubelle publique devant la médiathèque.

Monsieur le Maire clôt la séance.

Le secrétaire de séance

Robert DEROUIN